

Un tournant social, politique et culturel, la France de 197...

Cours

Sommaire

I Les mutations politiques entre 1974 et 1988

A De 1974 à 1981 : la politique de Valéry Giscard d'Estaing

B 1981-1995 : les années Mitterrand

1. 1981 : la première alternance
2. De 1986 à 1995 : les cohabitations

II Une société en mutation

A L'évolution des droits des femmes

1. Une série de loi en faveur des femmes
2. L'adoption de l'avortement

B Les évolutions de l'enseignement

C L'intégration des immigrés

III Les transformations et les évolutions dans le domaine de la culture

A Les transformations de la télévision et de la radio

B L'évolution de la politique culturelle et « culture populaire » dans les années 1970 et 1980

RÉSUMÉ

De 1974 à 1988 en France, on observe un véritable tournant social, politique et culturel. La vie politique est marquée par des cohabitations et une alternance. La société française est en mutation. Des transformations importantes ont lieu notamment dans le domaine de la culture.

Quelles sont les mutations politiques, sociales et culturelles de la société française entre 1974 et 1988 ?

I Les mutations politiques entre 1974 et 1988

De 1974 à 1981, Valéry Giscard d'Estaing est au pouvoir. En 1981, Mitterrand est élu président : pour la première fois, un président de gauche arrive au pouvoir, c'est la première alternance de la V^e République. Deux cohabitations politiques vont suivre.



- **1973**
Premier choc pétrolier
- **Mai 1974**
Valéry Giscard d'Estaing élu président de la République
- **1981**
Élection de François Mitterrand, première alternance
- **1986-1988**
1^{re} cohabitation
- **1988**
Réélection de François Mitterrand
- **1993-1995**
2^e cohabitation



A De 1974 à 1981 : la politique de Valéry Giscard d'Estaing

De 1974 à 1981, Valéry Giscard d'Estaing est président de la République française. C'est une situation sociale compliquée, après la crise de Mai 68. La situation économique est difficile avec la succession des deux chocs pétroliers.

Valéry Giscard d'Estaing succède à Georges Pompidou. C'est le premier président de droite non gaulliste, c'est-à-dire qui n'appartient pas au parti politique de De Gaulle. Il s'agit donc d'une rupture politique : les Français ont choisi de tourner la page.

Le nouveau président fait face à une situation sociale complexe, arrivant au pouvoir peu de temps après Mai 68 et les revendications de liberté et justice sociale. Il fait passer certaines mesures pour répondre à la génération de Mai 68.

EXEMPLE

- L'âge de la majorité civique passe de 21 ans à 18 ans.
- Le divorce par consentement mutuel est mis en place.

L'économie française est déstabilisée par les deux chocs pétroliers des années 1973 et 1979. Les Premiers ministres nommés par Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac puis Raymond Barre, ne parviennent pas à lutter contre l'inflation et le chômage.

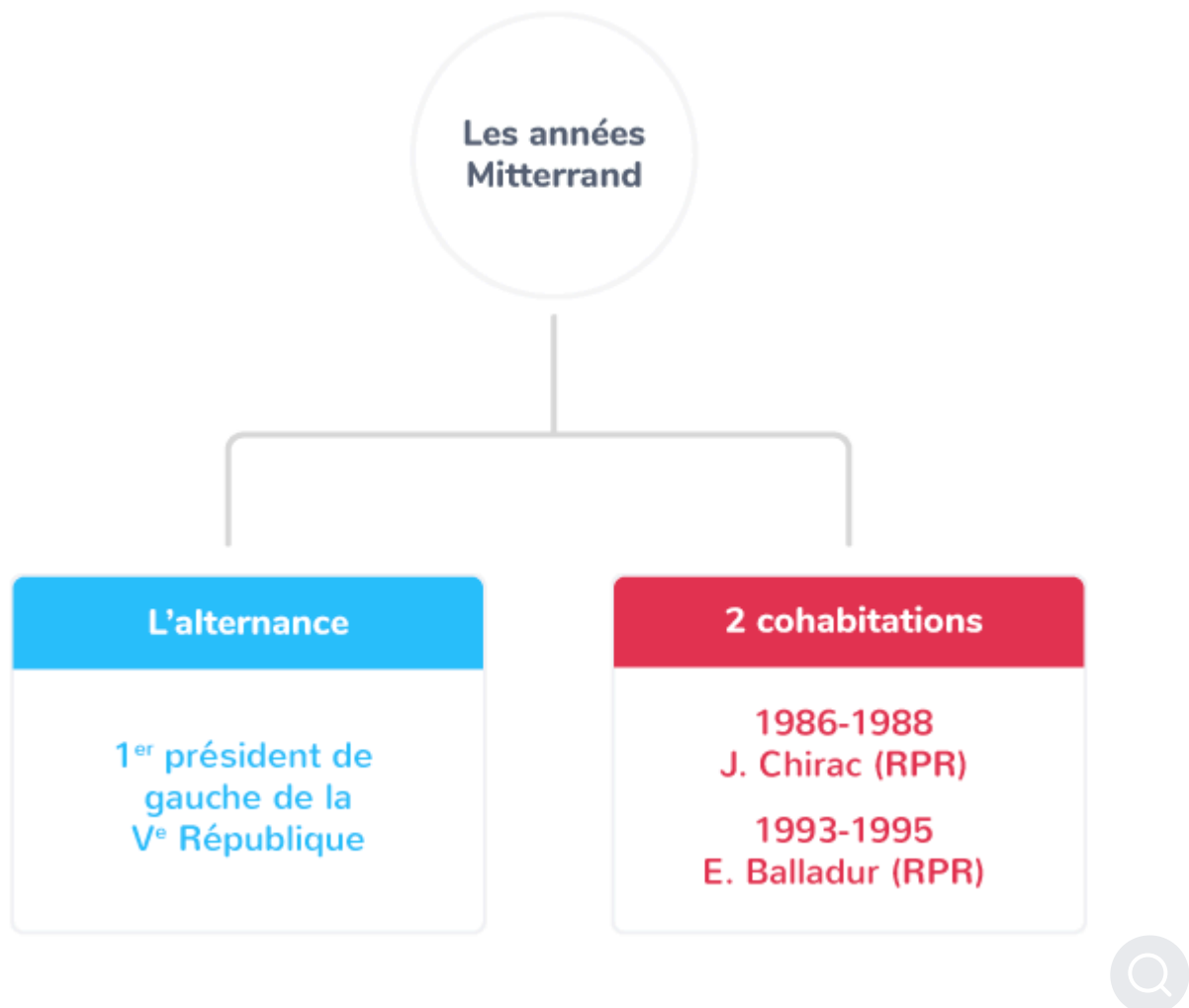
La droite se divise de plus en plus entre :

- les non-gaullistes, autour de Valéry Giscard d'Estaing (UDF) ;
- les gaullistes, autour de Jacques Chirac (RPR).

Cette division va favoriser la victoire de la gauche avec l'élection de François Mitterrand en 1981.

B 1981-1995 : les années Mitterrand

Mitterrand est élu président en 1981. Il le restera jusqu'en 1995. Les années Mitterrand sont marquées par une alternance puis deux cohabitations.



1. 1981 : la première alternance

En 1981, c'est François Mitterrand qui remporte les élections présidentielles. C'est la première fois qu'un homme de gauche est président de la République. Cette alternance est favorisée par plusieurs facteurs. François Mitterrand se lance dans de grandes réformes.

DÉFINITION

Alternance

L'alternance désigne un changement de majorité gouvernementale dans le cadre de l'opposition droite-gauche.

En mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République avec 51,82 % des voix devant Valéry Giscard d'Estaing. Cette élection déclenche des manifestations de joie, c'est un événement considérable. En effet, François Mitterrand a été onze fois ministre, mais jamais la gauche n'avait remporté de nette victoire nationale depuis celle du Front populaire en mai 1936.

Le nouveau président dissout l'Assemblée, et les élections législatives confirment la victoire de la gauche (PS, PC, MRG).

L'élection de Mitterrand en 1981 est favorisée par :

- la crise économique : il y a 1,7 million de chômeurs ;
- les dissensions au sein des chefs de la majorité : Chirac est contre Giscard d'Estaing ;
- une certaine lassitude des Français après 23 années d'un régime de droite ;
- le rassemblement des partis de gauche autour de la candidature de François Mitterrand.

François Mitterrand se lance dans de grandes réformes au tout début de son premier mandat :

- nationalisations ;
- lutte contre le chômage par la relance de la consommation (39 heures de travail par semaine, cinquième semaine de congés payés, augmentation des prestations sociales).

Cela coûte très cher à l'État qui doit alors augmenter les impôts, emprunter à l'étranger et alourdir les charges sur les entreprises.

La rigueur revient en 1983. Les prix sont bloqués comme les salaires. Le franc est dévalué. La priorité est désormais la lutte contre l'inflation chronique car les produits made in France sont beaucoup trop chers et s'exportent donc mal.

Le chômage ne peut être endigué.

La France compte 2,7 millions de chômeurs en 1991.

2. De 1986 à 1995 : les cohabitations

Après les élections législatives de 1986 puis celles de 1993, des Premiers ministres de droite arrivent au pouvoir. On parle de cohabitations politiques.

DÉFINITION

Cohabitation

La cohabitation est une période au cours de laquelle le président de la République doit choisir un Premier ministre dans le camp adverse lorsque ce dernier remporte les élections législatives.

Les difficultés économiques et sociales que connaissent les Français entraînent une désillusion. Lors des élections législatives de 1986, la droite l'emporte. Le Premier ministre doit donc être un homme de droite. C'est Jacques Chirac qui est choisi, il occupe le poste jusqu'en 1988.

François Mitterrand est réélu président en 1988, il incarne mieux la stabilité politique que son Premier ministre Jacques Chirac, qui est son adversaire. Toutefois, les élections législatives de 1993 sont de nouveau un succès pour la droite, rassemblée dans la coalition de l'Union pour la France (UPF). François Mitterrand est de nouveau contraint de nommer à la tête du gouvernement un homme politique de droite. Il désigne alors Édouard Balladur comme chef du gouvernement.

II Une société en mutation

La société connaît de nombreuses transformations : évolution du droit des femmes, de l'enseignement et intégration des immigrés.

A L'évolution des droits des femmes

Dans les années 1974-1988, plusieurs lois accordant plus de droits aux femmes passent, dont celle sur le droit à l'avortement en 1982.



1. Une série de loi en faveur des femmes

De 1974 à 1988, les droits des femmes évoluent dans tous les domaines, au travail, dans la famille ou en politique. Ces droits doivent permettre plus d'égalité entre les hommes et les femmes.

Une série de lois en faveur de l'égalité des femmes au travail passe :

- la loi de 1972, sur l'égalité des salaires ;
- la loi de 1975, sur la non-discrimination à l'embauche ;
- la loi Roudy de 1983, sur l'égalité professionnelle.



Ces lois sont toutefois peu appliquées. Le chômage touche plus les femmes que les hommes.

REMARQUE

En 1982, Yvette Roudy propose de faire du 8 mars 1982 une journée des femmes. Lors d'une des premières éditions de cette journée, François Mitterrand, président de la République, annonce plusieurs mesures :

- l'instauration d'un quota de 30 % de femmes aux élections municipales et régionales ;
- la mise au point d'un système de récupération des pensions alimentaires ;
- le lancement d'un projet de loi anti-sexiste ;
- le lancement d'un projet de loi sur l'égalité des sexes devant l'emploi ;
- la suppression de la notion de « chef de famille ».

L'autorité parentale devient conjointe en juin 1970. Le MLF (Mouvement de libération des femmes) naît la même année.

2. L'adoption de l'avortement

Les années 1974-1988 sont marquées par des évolutions autour de l'avortement, droit définitivement adopté en 1982.

De nombreuses femmes exigent le droit à l'avortement. Le chemin est long, la droite et la gauche se divisent sur la question, la gauche étant plutôt favorable. Toutefois, au sein de la gauche, des hommes et des femmes s'opposent à cette avancée.

Le 5 avril 1971, *Le Nouvel Observateur* publie un manifeste signé par 343 femmes (le manifeste des 343 salopes). De nombreuses personnalités déclarent avoir avorté et réclament l'avortement libre.

EXEMPLE

Simone de Beauvoir signe le manifeste, tout comme l'écrivaine Marguerite Duras et l'actrice Catherine Deneuve.

En avril 1973, des organisations féministes et des organisations politiques créent le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), qui revendique la pratique de deux actes illégaux :

- des avortements par la méthode Karman ;
- des départs collectifs pour avorter à l'étranger.

Le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et la ministre de la Santé, Simone Veil, présentent au Parlement en 1974 deux textes de loi :

- Le premier porte sur la contraception et supprime les interdictions d'avortement pour les mineures de la loi Neuwirth de 1967.
- Le deuxième est la loi du 17 janvier 1975 autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dite « loi Veil ». La loi est adoptée pour une période de 5 ans. Elle est rendue définitive en 1979.

C'est donc sous Mitterrand que la loi pour l'IVG est définitivement adoptée. Le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale est accordé aux femmes dès septembre 1982.

B Les évolutions de l'enseignement

Plusieurs lois sur l'enseignement passent, notamment la loi Haby en 1975 qui permet la mixité sociale. L'enseignement technique et professionnel est transformé.

La mixité scolaire est inscrite pour la première fois dans la loi en 1975, avec la loi Haby (votée en 1975 et mise en œuvre à la rentrée 1977).

1975 - Réforme Habby		
Objectifs	Moyens utilisés	Oppositions/critiques

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Moderniser et démocratiser l'école à travers 3 fondements : la justice, l'égalité et la diversité. • Créer une école capable d'accueillir tous les élèves sans distinction sociale. • S'inscrire dans la continuité de l'école primaire « unique ». • Garantir une égalité des chances et de traitement des élèves. | <ul style="list-style-type: none"> • Création d'une école moyenne dont l'accès en 6^e se fait de droit et sans examen d'entrée. • Formation de base équivalente pour tous. • La suppression des filières. • L'annulation du redoublement (sauf cas particulier ou demande des parents). • Réaménagement des horaires et des classes (24 à 30 élèves par classe + 24 heures hebdomadaires + 3 heures de soutien ou d'approfondissement des connaissances selon les profils - mesures provisoires). • Gratuité des manuels scolaires. | <ul style="list-style-type: none"> • Politique et anarcho-syndicaliste : certains dénoncent la primarisation du collège + menaces sur les disciplines d'enseignement, et d'autres une rupture trop lourde entre le primaire et le collège. • Les syndicats enseignants : accroît les inégalités au sein des écoles et crée un enseignement d'élite pour un petit nombre. • Les parents d'élèves : impression mitigée. • Les lycéens : le projet ne correspond pas à leurs aspirations. |
|--|---|--|

Problèmes rencontrés

- Identité floue du collège unique.
- Pilotage insuffisant de la part des institutions → autonomie des établissements.
- Formation sommaire des enseignants face à l'hétérogénéité des classes/établissements + rejet d'un « tronc commun ».

La loi-programme sur l'enseignement technique et professionnel du 23 décembre 1985, dite loi Carrez, permet de prévenir le déclin des emplois industriels de niveau CAP et l'augmentation probable des besoins en emplois plus qualifiés. Les lycées d'enseignement professionnel (LEP) deviennent des lycées professionnels (LP) pour marquer symboliquement qu'ils préparent désormais les élèves aux baccalauréats professionnels.

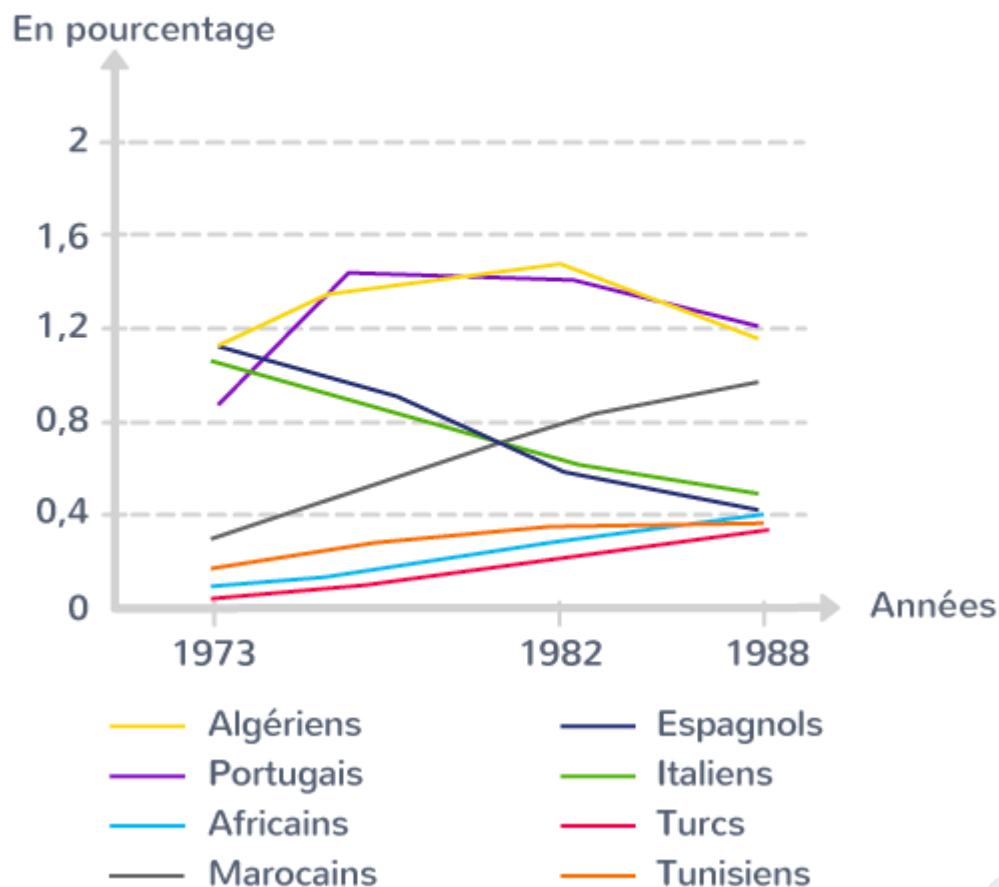
En 1987, le plan Monory fixe comme objectif d'avoir 74 % de bacheliers en l'an 2000 en favorisant l'essor de l'enseignement professionnel :

- Mise en place de 4^e et de 3^e technologiques conduisant plus directement à une orientation en lycée professionnel.
- Facilité du passage d'un nombre croissant d'élèves en classe de seconde pour entrer en lycée général et technologique.

L'intégration des immigrés

De 1974 à 1988, un processus d'intégration des immigrés se met en place en France, particulièrement avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Plusieurs mesures sont adoptées, les populations immigrées sont rendues plus visibles dans le paysage français. L'immigration pose problème, les politiques sont divisées sur le sujet.

Immigrés par nationalité en pourcentage de la population française recensée



© Ouest France



La crise de 1974 liée au premier choc pétrolier entraîne une baisse de l'immigration de travail et donc une baisse des entrées d'étrangers. Toutefois, les personnes étrangères présentes sur le territoire français peuvent faire venir leur famille au nom du droit à « vivre en famille ». On observe une transformation dans la société française : l'immigré n'est plus seulement une force de travail, il devient un habitant du pays d'accueil. De nouvelles actions sont mises en place pour répondre aux besoins de ceux qui choisissent de rester en France.

Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) :

- D'une part, on observe une valorisation des langues et cultures des immigrés présents en France qui se concrétise par la création de l'Office national pour la promotion des cultures immigrées (ONPCI). Cet office est rebaptisé ensuite Information culture et immigration (ICEI).
- D'autre part, le retour dans le pays d'origine est encouragé par la mise en place d'une politique d'aide au retour (le « million Stoléro », du nom du ministre proposant cette somme aux immigrés décidant de se réinstaller dans leur pays d'origine).

En 1981, l'arrivée au pouvoir de la gauche marque l'avènement d'une nouvelle politique :

- L'État propose la mise en œuvre d'une politique d'insertion des immigrés et la prise en compte de la dimension interculturelle de la société.
- En 1982, l'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) est créée. Elle a pour but de favoriser l'échange et le dialogue interculturel en vue de l'insertion sociale et professionnelle des populations étrangères et d'origine étrangère dans la société française.
- En 1984, un titre unique de séjour et de travail est créé. Il est sans restriction géographique ou professionnelle. Ce titre a pour objectif d'assurer la sécurité des migrants pendant leur séjour, de faciliter la liberté d'installation, la mobilité pour chercher un emploi et enfin d'aider à trouver un logement.

L'immigration n'est pas forcément bien acceptée. L'immigration maghrébine devient une question politique centrale, divisant les politiques et nourrissant l'ascension du Front national.

De grandes marches sont organisées contre la xénophobie qui se développe à l'égard des immigrés :

- la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme (dite « Marche des beurs ») en 1983 ;
- la marche « Convergence pour l'égalité » en 1984.

Sous le gouvernement de Michel Rocard en 1988, le terme d'intégration, à propos de l'immigration sédentarisée (des immigrés qui s'installent définitivement en France), s'impose. En 1989, un secrétaire général à l'intégration est nommé. Le comité interministériel à l'intégration et le Haut Conseil à l'intégration sont également créés. La politique d'intégration est ensuite complétée par un volet consacré à la lutte contre les discriminations.

III Les transformations et les évolutions dans le domaine de la culture

Les années 1974 à 1988 sont marquées par des transformations dans le paysage audiovisuel et la culture.

A Les transformations de la télévision et de la radio

Les années 1970 sont marquées par l'explosion de la télévision. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 s'accompagne d'une libéralisation des médias audiovisuels (radio et télévision).

En 1973, 86 % des foyers français sont équipés d'une télévision.

La classe politique s'empare rapidement de la télévision pour former l'opinion publique.

DÉFINITION

Opinion publique

L'opinion publique est l'ensemble des idées et des convictions plus ou moins partagées par une société. Elle est véhiculée notamment par les médias.

L'importance de la télévision est symbolisée par un événement qui va s'installer dans la durée : le débat politique lors des élections présidentielles. En effet, la campagne présidentielle de 1974 est marquée par un débat radio-télévisé organisé entre les deux candidats du second tour.

Cette première édition est restée célèbre pour la phrase lancée à Mitterrand par Giscard : « Vous n'avez pas le monopole du cœur ». Ce serait cette intervention qui aurait permis à Valéry Giscard d'Estaing de remporter l'élection. Le 19 mai 1974, le taux de participation au second tour atteint 87,4 % et Giscard d'Estaing s'impose avec un peu plus de 400 000 voix d'avance.

L'élection de François Mitterrand en 1981 permet l'émergence des radios libres, privées et non contrôlées par l'État. Leurs publics sont variés. Certaines sont associées à des organes de presse, d'autres sont financées par des collectivités territoriales, des associations ou des groupes politiques, on trouve également des radios dites périphériques.

DÉFINITION

Radios périphériques

Les radios périphériques sont des radios qui émettent depuis l'étranger comme Radio Luxembourg (future RTL) ou Europe 1. Ces radios font entendre des voix différentes des radios officielles.

À partir de 1982, l'État accorde des fréquences à chaque radio afin de limiter les problèmes. La concurrence entre les radios favorise l'émergence de grands groupes et la disparition des petites radios indépendantes.

Parallèlement, le nombre de chaînes de télévision augmente.

EXEMPLE

- 1984 : naissance de Canal+
- 1985 : naissance de La Cinq

La loi du 29 juillet 1982 affirmant que « la communication audiovisuelle est libre » ouvre la voie à la libéralisation de la télévision. La même année, une haute autorité chargée de garantir l'indépendance du service public et de donner de nouvelles autorisations d'émettre est créée.

B L'évolution de la politique culturelle et « culture populaire » dans les années 1970 et 1980

L'élection d'un gouvernement socialiste au pouvoir et la nomination de Jack Lang au ministère de la Culture en 1981 transforment en profondeur la manière d'envisager le rôle de l'État dans le domaine de la culture. L'enjeu culturel est au cœur du projet socialiste et de la politique de François Mitterrand. On observe alors l'avènement de la culture de masse.

« Le ministère chargé de la Culture a pour mission : de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et de recevoir la formation artistique de leur choix ; de préserver le patrimoine culturel national, régional ou des divers groupes sociaux pour le profit commun de la collectivité tout entière ; de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit et de leur donner la plus vaste audience ; de contribuer au rayonnement de la culture et de l'art français dans le libre dialogue des cultures du monde ».

Décret du 10 mai 1982 relatif à l'organisation du ministère de la Culture -

Le budget alloué à la culture est doublé.

L'État devient légitime pour financer et consacrer la création artistique. Il entre en concurrence avec le marché et peut affirmer une politique de « démocratisation culturelle » tant géographique que sociale. Le mandat de François Mitterrand et de son ministre de la culture Jack Lang voit les initiatives se multiplier.

Des musées nationaux sont créés :

- le musée Picasso en 1985 ;
- le musée d'Orsay en 1986.

L'enjeu culturel est au cœur du projet socialiste et de la politique de François Mitterrand qui entreprend des grands travaux au Louvre, à l'opéra Bastille, à la Bibliothèque nationale de France ou encore à la Cité de la Musique.

L'État développe les formations d'administrateurs culturels, de médiateurs culturels, en charge d'établir des liens entre les publics et les structures artistiques.

On observe une volonté de ne plus s'inscrire dans la hiérarchie instituée entre art majeur et art mineur, notamment avec la création de la Fête de la musique de juin 1982. La culture se démocratise, grâce à la

radio et la télévision. C'est également la période de l'avènement de la culture de masse.

DÉFINITION

Culture de masse

La culture de masse est une culture accessible à tous, très standardisée et associée à la consommation.



REMARQUE

On observe également un mouvement de contre-culture, notamment avec le mouvement hippie et le mouvement punk qui se développent dans les années 1970. Ces mouvements contestent la culture de masse ou la culture des élites.